

**ORDONNANCE DE MAINLEVÉE
D'UNE HOSPITALISATION
COMPLETE**

(Art L. 3211-12-1 code de la santé
publique)

**Dossier N° RG 24/02545 - N°
Portalis DB22-W-B7I-SN2V
N° de Minute : 24/2446**

**M. le directeur du CENTRE
HOSPITALIER DE PLAISIR**

c/

[REDACTED]

NOTIFICATION par courriel
contre récépissé au défendeur par
remise de copie contre signature

LE : 15 Octobre 2024

- NOTIFICATION par courriel
contre récépissé à :
- l'avocat
- monsieur le directeur de
l'établissement hospitalier

LE : 15 Octobre 2024

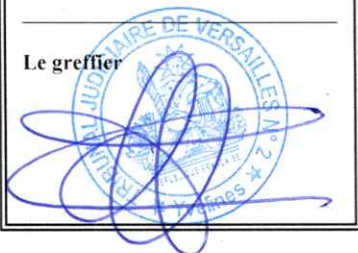
- NOTIFICATION par lettre
simple au tiers

LE : 15 Octobre 2024

- NOTIFICATION par remise de
copie à Madame le Procureur de la
République

LE : 15 Octobre 2024

Le greffier



ORDONNANCE
Hospitalisation sous contrainte

l'an deux mil vingt quatre et le quinze Octobre

Devant Nous, **Madame Aurélia GANDREY, Vice-Présidente**, au
tribunal judiciaire de Versailles statuant en application du code de la santé
publique assistée de **Madame Marie FAUVEL, greffier**, à l'audience du
15 Octobre 2024

DEMANDEUR

Monsieur le directeur du CENTRE HOSPITALIER DE PLAISIR
régulièrement convoqué, absent non représenté

DÉFENDEUR

Monsieur [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

actuellement hospitalisé au **CENTRE HOSPITALIER DE PLAISIR**
régulièrement convoqué, présent et assisté de Me Agathe FEIGNEZ, avocat au
barreau de VERSAILLES,

PARTIE INTERVENANTE

- Madame le Procureur de la République
près le Tribunal Judiciaire de Versailles

régulièrement avisée, absente non représentée

Monsieur [REDACTED], né [REDACTED] à [REDACTED], demeurant [REDACTED] - [REDACTED] fait l'objet, depuis le 04 octobre 2024 au **CENTRE HOSPITALIER DE PLAISIR**, d'une mesure de soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation sous contrainte sur décision du directeur d'établissement, en application des dispositions de l'article L. 3212-1 du code de la santé publique, sur le fondement du péril imminent.

Le 08 Octobre 2024, Monsieur le directeur du **CENTRE HOSPITALIER DE PLAISIR** a saisi le magistrat statuant en application du code de la santé publique afin qu'il soit statué, conformément aux dispositions des articles L 3211-12-1 à L 3212-12 et des articles L 3213-1 à L 3213-11 du code de la santé publique, sur cette mesure.

Madame le Procureur de la République, avisée, a fait connaître son avis favorable au maintien de la mesure.

A l'audience, Monsieur [REDACTED] était :
- présent, assisté de Me Agathe FEIGNEZ, avocat au barreau de VERSAILLES.

Les débats ont été tenus en audience publique.

La cause entendue à l'audience, l'affaire a été mise en délibéré au 15 Octobre 2024, par mise à disposition de l'ordonnance au greffe du juge des libertés et de la détention.

DISCUSSION

Il résulte des dispositions de l'article L 3211-12-1 du code de la santé publique qu'il appartient au juge des libertés et de la détention de statuer systématiquement sur la situation des patients faisant l'objet de soins psychiatriques sous forme d'hospitalisation complète, sans leur consentement.

L'article L 3212-1 de ce même code prévoit l'admission d'une personne en soins psychiatrique sous le régime de l'hospitalisation complète, sur décision du directeur d'un établissement habilité, lorsque ses troubles mentaux rendent impossible son consentement et que son état mental impose des soins immédiats assortis d'une surveillance médicale constante justifiant une hospitalisation complète, ou d'une surveillance régulière justifiant une prise en charge adaptée.

Sur l'absence d'interprète au cours de la procédure d'hospitalisation sous contrainte :

Il ne ressort pas des éléments du dossier que le patient a été assisté d'un interprète durant la procédure d'hospitalisation sous contrainte. Il n'est d'ailleurs pas fait mention du fait que les médecins aurait eu recours à un interprétariat, ou que le patient aurait eu des difficultés de compréhension.

A l'audience de ce jour, il a fallu que le juge de même que le conseil de [REDACTED] évoquent le dossier en langue espagnole, sans présence d'un interprète, puisqu'aucun interprète n'avait été sollicité. Cette réalité interroge fortement sur la compréhension qu'a eue le patient de sa situation médicale.

Il existe donc un risque que ce dernier n'ait pas été en mesure de comprendre pleinement ses droits durant la mesure d'hospitalisation sous contrainte, ce qui lui fait nécessairement grief.

En conséquence, le moyen soulevé sera accueilli.

Sur le fond

Vu le certificat médical initial, dressé le 03 octobre 2024, par le Docteur BRUNSON ;

Vu le certificat médical dit des 24 heures, dressé le 04 octobre 2024, par le Docteur BEHAREL ;

Vu le certificat médical dit des 72 heures, dressé le 06 octobre 2024, par le Docteur PANHARD ;

Dans un avis motivé établi le 09 octobre 2024, le Docteur BEHAREL conclut à la nécessité du maintien des soins sous la forme d'une hospitalisation complète. Il est notamment relevé que le patient présente une anxiété importante, qu'il banalise les idées suicidaires et l'anxiété.

Il convient, au regard de ces éléments, les restrictions à l'exercice des libertés individuelles de Monsieur [REDACTED] [REDACTED] le [REDACTED] à, demeurant [REDACTED] étant adaptées, nécessaires et proportionnées à son état mental et à la mise en oeuvre du traitement requis, l'intéressé se trouvant dans l'impossibilité de consentir aux soins en raison des troubles décrits, son état nécessitant des soins assortis d'une surveillance constante, de dire que la mesure de soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation complète sera, en l'état, maintenue.

L'hospitalisation complète ne peut être maintenue, mais le délai de 24 heures sera décidé afin de permettre la mise en place d'un éventuel programme de soins par l'équipe médicale

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par ordonnance contradictoire et en premier ressort,

Accueillons le moyen d'irrégularité invoqué,

Ordonnons la main-levée à effet différé de 24 heures de la mesure de soins psychiatriques sous forme d'hospitalisation complète de Monsieur [REDACTED]

Rappelons que l'ordonnance du juge des libertés et de la détention est susceptible d'appel devant le Premier Président de la Cour d'Appel de Versailles dans un délai de dix jours à compter de sa notification. Seules les parties à la procédure définies à l'article R.3211-13 du CSP peuvent faire appel (requérant, personne sous soins psychiatriques, préfet ou directeur d'établissement le cas échéant). Le ministère public peut, dans tous les cas, interjeter appel dans le même délai. La déclaration d'appel motivée est transmise par tout moyen au greffe de la Cour d'Appel de Versailles qui en avise sur-le-champ le greffier du tribunal judiciaire et fait connaître la date et l'heure de l'audience aux parties, à leurs avocats, au tiers qui a demandé l'admission en soins et au directeur d'établissement. A moins qu'il n'ait été donné un effet suspensif à l'appel, le premier président statue dans les douze jours de sa saisine. Ce délai est porté à vingt-cinq jours si une expertise est ordonnée. Adresse : Monsieur le Premier Président - Cour d'Appel de Versailles - 5, rue Carnot RP 1113 - 78011 VERSAILLES Cedex (télécopie : 01 39 49 69 04 - téléphone : 01 39 49 68 46 et 01 39 49 69 13).

Rappelons que sur le fondement des dispositions des articles L 3211-12-4, R. 3211-16 et R 3211-20 du code de la santé publique le recours n'est pas suspensif d'exécution, sauf décision du Premier Président de la Cour d'appel de Versailles déclarant le recours suspensif à la demande du Procureur de la République ;

Laissons les éventuels dépens à la charge du Trésor Public ;

Prononcée par mise à disposition au greffe le 15 Octobre 2024 par GANDREY., assisté(e) de Madame Marie FAUVEL, greffier, qui ont signé la minute de la présente décision.

Le greffier

Le président

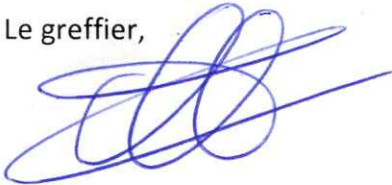
Cour d'appel de Versailles
Tribunal judiciaire de Versailles

Dossier N° RG 24/02545 - N° Portalis DB22-W-B7I-SN2V

NOTIFICATION AU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

Avis de la présente ordonnance a été donné à M. le procureur de la République le 15
Octobre 2024 à 11 h 55

Le greffier,



Nous, _____, procureur de la République près le
tribunal judiciaire de Versailles, déclarons interjeter appel de la présente ordonnance et saisir
M. le premier président de la cour d'appel de Versailles afin de donner un effet suspensif à
cette ordonnance.

Le _____ à _____ heures _____

Le procureur de la République,

Nous, PORTU CHUZE, procureur de la République près le
tribunal judiciaire de Versailles, déclarons ne pas nous opposer à la mise à exécution de la
présente ordonnance.

Le 15/10/24 à 14 heures 05

Le procureur de la République



Nous, FAUVE MAISE, greffier, constatons le 15/10/24 à 16 h 10,
que M. Le procureur de la République ne s'est pas opposé à la mise à exécution de la présente
ordonnance.

Le greffier,

